



SERVICE DE PRESSE

Discours du Président de la République à la communauté de défense suédoise

Stockholm, le mardi 30 janvier 2024

Emmanuel MACRON

Votre Majesté,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres et membres du parlement,
Mesdames et Messieurs les Officiers et cadets,
Mesdames et messieurs,
Chers amis.

Tout a déjà été dit, et parfaitement de la part de votre Majesté, monsieur le Premier ministre. Donc, je ne vais pas répéter vos mots, je vais plutôt raccourcir ce que j'allais dire et focaliser sur l'Ukraine. Ensuite, j'aurai le plaisir de répondre à vos questions et nous aurons un échange plus interactif.

Je répète souvent la nécessité d'avoir une Europe souveraine, et pour beaucoup de personnes, cela semblait apparemment paradoxal comme adjectif à l'Europe et pourtant, j'insiste. Que veut dire cette notion ? D'avoir plus d'autonomie et de pouvoir décider ensemble de la coopération que nous voulons structurer, mais ne pas être dépendant des autres pour ce qui est de grande importance. Cette dépendance est plus grande qu'avant mais, mais cela change à présent avec l'attaque de la Russie.

Cette souveraineté est importante et nous commençons réellement à la former ensemble. Et le partenariat auquel vous avez fait référence, monsieur le Premier ministre, que ça soit dans la recherche de la science nucléaire par exemple, ensemble, nous travaillons sur cette Europe souveraine, plus puissante. Nous l'avons déjà un peu créée ensemble.

Nous sommes capables de penser et de conduire des opérations, par exemple en Mer rouge, à Takuba en Afrique, là où nous étions ensemble. Nous avons aussi formé l'idée d'une défense européenne et nous avons rapproché nos deux armées. Notre accord de rapprochement ressemble à notre cadre de travail en Afrique.

Il y a également la facilité européenne pour la paix, qui est un outil très utile pour ces coopérations et en particulier pour pouvoir montrer notre appui à l'Ukraine. Et nous avons pu agir rapidement. Déjà, après quelques semaines, au début de la guerre en Ukraine, nous avons pu créer un agenda commun à Versailles grâce auquel nous avons pu renforcer notre partenariat stratégique pour pouvoir mieux travailler ensemble et réduire notre dépendance vis à vis d'autres nations. Pour pouvoir être plus européens dans notre réponse.

Nous avons aussi augmenté les dépenses de notre défense, déjà en 2014 après l'invasion de la Crimée et surtout ces deux dernières années. Et je sais que c'est le cas de nos deux nations. Nous avons aujourd'hui plus d'argent dans nos budgets pour nos dépenses militaires et évidemment aussi, votre décision d'adhérer à l'OTAN fait partie de cette même stratégie. Je ne peux que souligner encore, ici et maintenant, notre appui à votre adhésion et c'est évidemment extrêmement important pour nous de voir arriver un membre de poids au sein de l'OTAN. Cela va renforcer notre alliance.

Nous avons pu agir très rapidement après l'invasion russe en Ukraine, avec des sanctions, tout en préservant notre unité européenne. Nous avons en parallèle apporté notre soutien et cela depuis le début de la guerre. Dans le même temps, nous avons mis notre industrie militaire sur le pied de guerre, en produisant davantage, plus rapidement et en plus grandes quantités et notre partenaire américain y a également contribué. Voilà juste quelques mots qui soulignent notre force conjointe et aussi notre souveraineté.

Toutes ces décisions très importantes n'auraient peut-être pas pu se passer de la même manière il y a quelques années. Car la guerre agressive de la Russie en Ukraine a changé notre façon de penser et notre façon de créer des stratégies dans ce domaine. Les efforts de guerre en Ukraine doivent se voir au long terme. Nous nous trouvons à un moment décisif.

Il y a beaucoup de défis devant nous, évidemment, mais en même temps, même si nous pouvons aussi être fiers des décisions prises ensemble, je suis convaincu que nous devons faire beaucoup plus.

Premièrement, nous devons être prêts. Prêts à agir, défendre et appuyer l'Ukraine peu importe ce qui se passera, peu importe quelle sera la décision américaine. Nous avons beaucoup de chance d'avoir les États-Unis comme notre partenaire à nos côtés, mais nous devons aussi voir la situation avec lucidité. Et l'Ukraine fait partie de l'Europe, il est sur le continent européen. Donc, peu importe ce que les États-Unis décideront, nous devons aussi être courageux et pouvoir prendre les décisions pour soutenir le peuple ukrainien. Nous ne pouvons pas accepter que la Russie gagne cette guerre car il n'y aurait alors plus d'infrastructures de sécurité dans notre continent si c'était le cas.

Quel serait l'avenir de l'Europe de l'Est, de nos amis à l'Est, du Caucase, de l'Asie centrale, si après tant d'efforts internationaux, la victoire devenait russe ? C'est pourquoi le coût, que ce soit au court terme, moyen terme, long terme, est trop important pour nous tous. Et c'est pourquoi la seule réponse raisonnable est de s'assurer que nous sommes en mesure d'appuyer l'Ukraine dans les années à venir. Peu importe ce que cela coûte, peu importe les efforts.

Cela peut être des munitions, du matériel militaire, de la formation, tout ce dont ils ont besoin pour résister contre l'agression russe, mais aussi pour pouvoir négocier une paix durable, décidée par les Ukrainiens. Une paix qui aussi respecte les lois internationales. Et c'est pourquoi, peu importe ce que nous décidons, nous allons devoir renforcer notre production, d'abord, soyons clairs là-dessus, mais aussi peut-être le contenu de nos efforts de soutien.

Nous allons devoir prendre beaucoup de décisions au niveau national, aussi au niveau européen. Et jeudi, nous allons avoir l'occasion d'avoir une réunion ensemble avec nos chers collègues à Bruxelles là-dessus. Nous allons devoir vraiment, je pense à Kaja KALLAS par exemple, prendre ce genre de décisions très osées en termes de stratégies communes européennes pour pouvoir trouver plus de financement et pouvoir financer ces efforts de guerre. Je suis prêt à prendre ensemble ces décisions et à faire les adaptations nécessaires de la facilité européenne de paix.

Car, soyons clairs, même si nous produisons beaucoup plus rapidement, si nous comparons nos efforts de guerre à ceux de la Russie aujourd'hui, ce n'est pas la même échelle. Ils ont réussi à complètement adapter leur système à une économie de guerre. Et donc, nous devons agir et réagir bien plus fortement pour montrer que nous sommes aux côtés des Ukrainiens. Dans le même temps, d'abord, évidemment, nous devons renforcer la production, nous devons être prêts à prendre des décisions au niveau national et européen, et nous devons également nous assurer de ne pas être dépendants de changements potentiels aux États-Unis.

Mais en même temps, je voudrais insister sur les points suivants, nous voulons renforcer l'idée d'un effort militaire commun européen. L'Europe n'est pas un substitut à l'OTAN. Je l'ai dit avant et je le redis aujourd'hui, et c'est important pour vous aujourd'hui aussi, mais c'est un pilier important de l'OTAN. C'est notre manière de partager les ressources et les décisions, et c'est pour cela que nous voulons renforcer une défense européenne avec plus d'innovation, plus de programmes communs et plus de clarté au sein de nos rapprochements d'opérations. Nos interventions doivent se renforcer et s'approfondir dans les mois à venir pour qu'on ait une véritable approche européenne commune. C'est un atout. Nous avons un programme commun et notre partenariat, déjà, nous donne la possibilité de faire des choses en commun au sein de notre industrie militaire et nous allons continuer dans cette voie-là. Nous allons également devoir nous assurer, encore une fois, de notre souveraineté et notre autonomie, que ce soit dans le domaine de l'énergie, de la technologie et aussi notre capacité de produire.

Je pense aussi qu'il y a là comme si on avait tiré la sonnette d'alarme car nous nous sommes trompés à l'égard de la Russie. Nous nous rendons compte maintenant que les décisions unilatérales ne sont pas les bonnes. Il ne faut pas refaire cette erreur dans le futur. Au contraire, nous ne devons pas travailler de manière uniquement bilatérale, nous devons aussi nous assurer de ne pas être dépendant de qui que ce soit d'autre. Nous devons penser aux énergies renouvelables, à l'énergie nucléaire, à plus d'efficacité. Nous devons être indépendants. C'était une erreur d'être dépendant de la Russie dans le domaine de l'énergie, nous ne devons plus jamais refaire cette erreur-là. Quand on parle aussi d'intelligence artificielle, etc., c'est fantastique d'avoir des partenaires formidables, mais nous devons nous assurer de bien créer notre futur ensemble, de manière européenne, pour nos innovations technologiques.

La même chose est vraie pour l'espace. Nos deux nations disposent des mêmes capacités à envoyer des satellites de nos bases aérospatiales. Préservons notre espace européen. Aussi nous avons pris la décision à Séville récemment et il y a des décisions qui vont suivre de là.

Mais que ça soit des innovations civiles ou dans le domaine militaire, nous le devons dans les années à venir.

Ensuite, finalement, comment gérer la situation avec nos voisins et comment penser la situation aujourd'hui ? Je pense que ce qui se passe actuellement en Ukraine est en partie dû à notre minorité géopolitique. Nous ne nous sommes pas mis dans les circonstances nécessaires pour pouvoir prendre nous-mêmes les décisions. Tout a été décidée par d'autres, par les grosses puissances, pas par les Européens et apparemment, on était heureux avec cela, on se contentait de cela. Mais je pense qu'aujourd'hui, il faut que nous puissions prendre nos propres décisions que ça soit le Fonds Monétaire International, que ça soit le contrôle des armes, que ce soit comment nous voyons notre architecture sécuritaire dans le futur. Nous devons être capables de prendre nos propres décisions. Et ceci devient très clair à cause de la guerre. Et c'est pour ça que notre appui aux Ukrainiens est si important. Ce n'est pas seulement pour prévenir la guerre contre la Russie, mais c'est pour montrer et pour structurer notre futur. Il n'y a pas de futur pour nous ou pour les générations futures si nous ne sommes pas dans la situation de pouvoir contrôler et structurer notre climat de sécurité et contrôler nos armes. Et nous devons être capables de prendre les décisions pour nous-mêmes. Nous ne pouvons pas déléguer cela à d'autres grandes puissances, même si c'est un allié, parce qu'ils habitent de l'autre côté de l'Atlantique et cela rend les choses compliquées.

Je pense que c'est très important aujourd'hui de garder en tête le fait que c'est à cause de nos contributions aujourd'hui et grâce à la contribution que nous pouvons apporter à l'Ukraine aujourd'hui, que nous allons pouvoir non seulement aider l'Ukraine vers une réussite, mais aussi de nous aider à structurer notre avenir européen. L'Ukraine fera également partie de cette architecture future. La France est une puissance militaire, un pouvoir militaire et nous avons un dialogue avec vous qui est très important, et c'est vraiment cela que je voudrais souligner aujourd'hui.

Je voudrais vous remercier pour cette opportunité de partager ces quelques pensées avec vous. Je voudrais également souligner le fait que nous respectons votre nation, vos armées, votre engagement, vos engagements et la qualité des coopérations que nous avons déjà eues ces dernières années. Et je voudrais répéter que nous apportons tout notre soutien à vos projets présents et aussi futurs et sachez que quand la situation se corse, vous pouvez toujours compter sur la France. Merci.

Animateur

Monsieur le Président, merci, un grand merci pour ce message fort d'amitié et d'unité, mais également pour votre détermination en faveur d'une Europe plus souveraine, plus capable de défendre ses propres intérêts, mais également d'avoir le courage de prendre les bonnes décisions et pas seulement en faveur de l'Ukraine. J'ai le grand plaisir de vous dire que nous avons quelques minutes pour prendre quelques questions. Et je suis sûr que nos cadets et nos étudiants

et étudiantes souhaitent en savoir davantage. Donc je vous invite à vous emparer du micro, à vous présenter et à poser une question brève.

Intervenante

Monsieur le Président, je représente le programme à l'école. Je voudrais revenir sur ce que disait Sa Majesté, sur les perspectives à long terme. Pendant votre présidence, quels sont les processus, selon vous, qui sont les meilleurs moyens de maintenir une relation fructueuse à long terme, notamment à l'aune de la coopération militaire entre la France et la Suède ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Alors, je crois que ces dernières années ont vu une immense amélioration de nos relations. Nous avons, comme cela a été dit, comme vous l'avez mentionné dans votre question, l'initiative européenne d'intervention. Et nous avons, je crois, 10 pays qui en font partie, 12 même, et vous avez décidé d'en faire partie et cela nous aide à créer un cadre de coopération et à poursuivre des objectifs communs.

En outre, vous avez un modèle très fort de production. Nous avons un modèle similaire et nous sommes en train de bâtir des ponts, de développer des programmes communs, et ce, grâce à ce contexte propice à développer aussi bien des programmes, des munitions, de co-construire des missiles, des armes. Nous avons des capacités qui sont en cours de production non seulement pour nos armées, mais également pour nos alliés et pour nos partenaires. Il me semble donc que, à en juger par l'existant, par ce que nous avons réalisé ces dernières années, par ce que nous faisons dans le cadre de l'Europe et par le fait que des pays comme le vôtre, décide de rejoindre l'OTAN pour améliorer l'interopérabilité des armées, je crois que dans les années à venir, eh bien, nous aurons bien des moyens d'améliorer cette relation et peut-être de renforcer les partenariats entre nos armées.

Premièrement, grâce à des programmes communs supplémentaires, mais peut-être en permettant à votre pays de rejoindre des programmes existants au sein de l'Union européenne.

Alors je ne souhaite pas l'exclure, après tout, nous n'avons pas beaucoup parlé de ce nouvel aspect mais l'aspect cyber et l'aspect spatial sont vraiment de deux domaines de conflictualité à l'avenir et nous avons beaucoup à faire en commun à cet égard.

Par ailleurs, j'espère que l'occasion nous sera donnée de recourir à cette interopérabilité, mais également ce rapprochement en termes de rapprochement, de façon pour avoir des interventions sur le terrain, des programmes de formation, des programmes de sécurité, et ce, afin précisément de mieux ancrer ce lien entre nous.

En d'autres termes, ce que nous sommes en train de construire avec cette nouvelle facilité nous permettra de faire naître des nouveaux projets encore en jachère afin de, non seulement renforcer les capacités et les projets opérationnels ensemble. C'est ce que nous avons déjà fait

avec les Belges, avec le projet CaMo. Et c'est, je crois, un des modèles à suivre. Je crois que c'est d'ailleurs l'un des modèles que l'on peut développer et déployer avec votre armée.

Animateur

D'autres questions. Au suivant, à la suivante.

Intervenant

Monsieur le Président. Je représente le programme officier. La France possède une force navale capable et robuste et est par ailleurs le seul pays d'Europe à avoir également une capacité nucléaire. Donc y-a-t-il un sentiment particulier en ce qui concerne la protection de l'Union européenne, mais également le passage arctique ? Et avez-vous le sentiment d'avoir une responsabilité particulière à cet égard ?

Emmanuel MACRON

Oui, cela ne fait aucun doute. Pas de manière à provoquer une escalade, mais le fait que nous travaillons avec nos alliés, nos partenaires européens afin de préserver ce que j'appellerais la liberté et la souveraineté, les libertés fondamentales qui sont garanties par l'ordre juridique international, oui, nous avons le sentiment d'avoir une responsabilité particulière.

Par ailleurs - je l'ai dit à l'issue de mon discours il y a de cela quelques années, et je l'avais dit sans ambages - nos intérêts vitaux, ce que nous définissons comme nos intérêts vitaux, sont en partie essentiellement européens, ce qui nous confère une responsabilité particulière en ce qui concerne notre capacité de dissuasion. Il faut dire les choses clairement.

Animateur

Vous voilà qui nous amène à la dernière question.

Intervenante

Monsieur le Président, je suis du programme des officiers supérieurs. Vous avez parlé de collaboration et j'avais une question à ce sujet. J'aimerais que vous reveniez sur votre point de vue concernant la sécurité dans la région de la mer Baltique et ce qu'une présence accrue de l'OTAN signifierait. Quelle est la perspective de la France en ce qui concerne la collaboration avec les pays voisins, les pays qui bordent la mer Baltique en général, mais également la Suède ?

Emmanuel MACRON

Nous souhaitons davantage de collaboration. Dans la conversation que nous avons eue, nos experts sont revenus encore et encore sur le fait que vous êtes un garant de la sécurité dans la région. Vous allez fournir des solutions de sécurité à la région dans son ensemble.

Il ne fait aucun doute que la stabilité et la sécurité de la mer Baltique sont en jeu. Il s'agit de l'une des régions où nous allons être testés d'un point de vue stratégique. Comme je l'ai dit, si l'on observe les nouveaux espaces de conflictualité, eh bien, nous avons une première zone autour de l'Ukraine, mais cela signifie que nous ne devons pas nécessairement oublier l'espace maritime, le cyber et les menaces hybrides. Et on sait que Moscou a recours à toutes sortes de

typologies de menaces afin de ne pas être prisonnier d'un seul type de menace territoriale et de guerre traditionnelle.

Donc je crois qu'il importe de se prémunir contre ces menaces, qui ne nous empêchent pas par ailleurs d'agir dans le cadre de l'OTAN dont l'objet est précisément de promouvoir la collaboration. Mais cette coopération n'est pas exclusive. Nous avons lancé une collaboration de facto avec la Roumanie quelques jours seulement après le début de la guerre. Nous avons une présence historique et importante auprès d'un grand nombre de pays, aussi bien maritime qu'aérienne et nous avons mené un certain nombre d'exercices dans la mer Méditerranée mais également dans l'Océan Atlantique ; et nous nous apprêtons à participer à des opérations avec vous, en mer Baltique afin d'envoyer des messages stratégiques et de mener des interventions très stratégiques.

Et par ailleurs, c'est précisément ce que nous sommes en train de faire avec certains des acteurs les plus importants de la Mer Rouge. Alors le contexte n'est pas le même mais lorsque l'on discute de ce qui se passe à Gaza et de ce qui se passe en Israël, l'une des conséquences, comme vous le savez, c'est de nous amener à réagir contre les Houthis et leur menace terroriste, et donc à être présent afin de défendre la liberté de la navigation dans cette région qui est menacée.

Donc, pour dire les choses très clairement et sans retenue, nous sommes prêts et nous sommes à la fois désireux et honorés de participer à ces opérations et à ces exercices en mer Baltique.

Animateur

C'est malheureusement le moment de nous séparer. Je vous invite à remercier sa Majesté, le Premier Ministre, mais en particulier notre invité d'honneur, le Président Emmanuel MACRON, qui nous a non seulement fait par d'un message de fermeté mais également qui a pris le temps de répondre à certaines des questions difficiles qu'avaient à lui poser certains de nos étudiants. Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci.